

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 SAVIGNY-LE-TEMPLE

SAVIGNY-LE-TEMPLE, le 06/04/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/02/2023

Contexte et constats

Publié sur



GENERIS

Lieu-dit "Les Pleins"

Réau (77550)

Références : E/23- 0852
Code AIOT : 0006514742

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28 février 2023 dans l'établissement exploité par la société GENERIS implanté au lieu-dit "Les Pleins" à Réau (77550). L'inspection a été annoncée le 07 février 2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'Inspection (PPC) des ICPE.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GENERIS
- Lieu-dit "Les Pleins" - 77550 Réau
- Code AIOT : 0006514742
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Par arrêté préfectoral n° 12 DCSE IC 044 du 22 mai 2012 le SMITOM du Centre Ouest Seine-et-Marnais a été autorisé à exploiter une unité de compostage de déchets verts, une station de transfert de déchets ménagers et emballages issus de la collecte sélective et une déchèterie ouverte aux usagers sur le territoire de la commune de Réau.

Un récépissé de notification de changement d'exploitant au bénéfice de la société GENERIS a été dressé en date du 05 octobre 2015.

L'arrêté préfectoral n° 2022/DRIEAT/UD77/110 du 19 septembre 2022 a imposé de nouvelles prescriptions à la société GENERIS concernant le site exploité au lieu-dit "Les Pleins" à Réau, que l'exploitant doit prendre en compte à savoir :

- la périodicité des analyses des eaux propres dans le milieu naturel et des eaux susceptibles d'être polluées dans le réseau communal;
- les nouveaux paramètres d'analyses des eaux propres dans le milieu naturel.

La visite d'inspection du 28 février 2023 a porté sur les dispositions suivantes de l'arrêté préfectoral n° 12 DCSE IC 044 du 22 mai 2012 modifié par l'arrêté préfectoral n° 2022/DRIEAT/UD77/110 du 19 septembre 2022 :

- article 3.3 : gestion des installations - évaluation des situations d'urgence;
- article 4.8.2 : entretien des débourbeurs – Contrôle de la capacité des bassins "Eaux propres";
- article 4.8.3 : contrôles des effluents susceptibles d'être pollués;
- article 4.8.4 : capacité de stockage des eaux issues d'un sinistre;
- article 4.10.1 : conformité des analyses des rejets au milieu naturel/ GIDAF;
- article 4.10.2 : conformité des analyses des rejets au réseau communal/ GIDAF;
- article 4.11.2 : respect des fréquences des analyses des rejets;
- article 5.5 : limitation des odeurs perçues;
- article 6.1.2 : procédure d'admission des déchets;
- article 7.5 : contrôle des niveaux sonores;
- article 8.6 : contrôle des systèmes de détection incendie;
- article 8.7 : contrôle des installations électriques et suivi des non-conformités ou observations éventuelles;
- article 8.16.2 : équipe de première intervention- consignes;
- article 8.16.5 : vérification des dispositifs incendie;
- article 11.5: contrôle et suivi du procédé de compostage;
- article 11.8 : contrôle des odeurs;
- article 4.13 : analyse des eaux souterraines et des sols.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	gestion des installations et évaluation des situations d'urgence	Arrêté Préfectoral du 22/05/2012, article 3.3	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
3	Contrôle de la capacité des bassins "Eaux propres"; Entretien des bassins	Arrêté Préfectoral du 22/05/2012, article 4.8.2	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
5	capacité de stockage des eaux incendie	Arrêté Préfectoral du 22/05/2012, article 4.8.4	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
6	fréquence des analyses des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 22/05/2012, article 4.11.2	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
7	Procédure d'admission des déchets ménagers et assimilés	Arrêté Préfectoral du 22/05/2012, article 6.1.2	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
12	Contrôle des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 22/05/2012, article 8.7	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
16	odeurs	Arrêté Préfectoral du 22/05/2012, article 11.8	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
17	Dispositions contre les gaz odorants	Arrêté Préfectoral du 22/05/2012, article 5.5	/	Lettre de suite préfectorale	15 jours
18	analyses des eaux souterraines et des sols	Arrêté Préfectoral du 19/09/2022, article 6	/	Lettre de suite préfectorale	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Entretien des débourbeurs	Arrêté Préfectoral du 22/05/2012, article 4.8.2	/	Sans objet
4	contrôle des effluents pollués ou susceptible d'être pollués	Arrêté Préfectoral du 22/05/2012, article 4.8.3	/	Sans objet
8	Conformité des rejets au milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 22/05/2012, article 4.10.1	/	Sans objet
9	Conformité des rejets au réseau communal des eaux usées	Arrêté Préfectoral du 22/05/2012, article 4.10.2	/	Sans objet
10	contrôle des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 22/05/2012, article 7.5	/	Sans objet
11	Contrôle des systèmes de détection incendie	Arrêté Préfectoral du 22/05/2012, article 8.6	/	Sans objet
13	Equipe de première intervention-consignes	Arrêté Préfectoral du 22/05/2012, article 8.16.2	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
14	vérification des dispositifs incendie	Arrêté Préfectoral du 22/05/2012, article 8.16.5	/	Sans objet
15	contrôle et suivi du procédé de compostage	Arrêté Préfectoral du 22/05/2012, article 11.5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a relevé les observations et non-conformités suivantes :

- les résultats des évaluations des causeries, attestant que le personnel dispose des capacités techniques utiles pour réagir à des situations d'urgence, devront être transmis à l'inspection des installations classées,
- la capacité minimale de rétention des "Eaux propres" de 1150 m³ prévue par l'arrêté Préfectoral du 22/05/2012 n'est pas respectée,
- les portes du hangar de compostage ne sont pas opérationnelles et restent ouvertes. A l'approche du printemps, cette situation pourra être source d'émissions odorantes,
- la mise à jour de la liste et de la caractérisation des principales sources odorantes (continues ou discontinues) de l'unité de compostage de déchets verts afin de déterminer le débit d'odeurs global de l'établissement, n'a pas été réalisée,
- les mesures des concentrations en H₂S, NH₃ et poussières des gaz rejetés à l'atmosphère ne sont pas réalisées semestriellement,
- l'entretien du bassin "eaux propres" de 300 m³ situé au niveau de la déchetterie n'a pas été effectué. Ceci ne permet pas une pleine capacité d'utilisation compte tenu de la présence importante de végétation et de terre,
- la capacité de stockage des eaux incendie n'est pas démontrée. L'exploitant est tenu de mettre en place une consigne permettant une vérification périodique par le personnel de cette capacité de stockage;
- une procédure écrite, à disposition du personnel, mentionnant les modalités d'admission et de contrôle à la réception des déchets ménagers et assimilés doit être mise en place ;
- les non-conformités relevées lors de la vérification des installations électriques sont susceptibles d'entraîner des risques accidentels. L'exploitant est tenu de lever ces non-conformités dans les plus brefs délais,
- la périodicité des analyses des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées et des eaux susceptibles d'être polluées ne sont pas respectées et ne sont pas systématiquement transmises dans l'application GIDAF.

Par ailleurs, compte tenu des justifications avancées par l'exploitant concernant l'obligation de la surveillance des eaux souterraines et des sols notamment les résultats de l'état de sol établi en 2019 indiquant l'absence d'impact des activités de la société GENERIS sur le sol et les eaux, l'inspection

des installations classées considère que cette prescription est inadaptée. L'inspection des installations classées propose de transmettre à l'exploitant un projet d'arrêté préfectoral visant à supprimer l'article 6 de l'arrêté préfectoral du 19/09/2022.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : gestion des installations et évaluation des situations d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/05/2012, article 3.3
Thème(s) : Risques accidentels
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitation des installations visées par le présent arrêté est confiée à une ou plusieurs personnes nommément désignées par l'exploitant et techniquement compétentes. Les capacités techniques du personnel à réagir notamment aux situations d'urgence sont périodiquement évaluées par l'exploitant. Les résultats de ces évaluations sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a indiqué que trois personnes travaillent pour l'installation de compostage des déchets verts. Il a également indiqué que le personnel acquière les capacités techniques utiles pour réagir à des situations d'urgence au cours : - de causeries (réunions de sensibilisation) autour notamment des fiches réflexes. Ces fiches ont été consultées durant l'inspection, - d'exercices d'intervention sur site. Un bilan synthétique sur l'exercice réalisé est dressé après chaque exercice, L'inspection a également consulté le tableau de suivi des formations réalisées par chaque personne travaillant sur l'installation de compostage. Ce tableau mentionne les dates des formations réalisées et permet d'attester la périodicité des formations réalisées. Toutefois, les résultats des évaluations des causeries n'ont pas pu être présentés. Ceux-ci devront être transmis à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Entretien des débourbeurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/05/2012, article 4.8.2
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le (ou les) débourbeur-déshuileur est conçu, entretenu, exploité et surveillé de manière à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition, ...). Les déchets qui y sont collectés doivent être éliminés dans une installation dûment autorisée à cet effet.
Constats : Les débourbeurs/déshuileurs ont été entretenus le 17 février 2023. La fiche d'intervention a été mise à disposition de l'inspection. La traçabilité des déchets est réalisée dans Track déchets.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Contrôle de la capacité des bassins "Eaux propres"; Entretien des bassins

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/05/2012, article 4.8.2
Thème(s) : Risques chroniques, Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales de toitures sont collectées et dirigées directement vers des bassins tampons étanches "eaux propres" présentant une capacité totale minimale de 1 150 m ³ . Ces bassins sont maintenus en temps normal à un niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les eaux pluviales de voiries sont collectées et dirigées, après passage dans un (ou des) débourbeurs- déshuileurs), vers les bassins précités.
Constats : Les eaux pluviales de toitures et les eaux pluviales de voiries sont dirigées directement vers les bassins tampons étanches "Eaux propres" suivants : <ul style="list-style-type: none">- un bassin étanche "eaux propres" de 810 m³, pour la zone compostage et la zone de transfert du site ;- un bassin étanche "eaux propres" de 300 m³, pour la déchetterie du site. Aussi, au vu des capacités des bassins de collecte présents sur site, la capacité minimale de rétention "Eaux propres" de 1150 m ³ prévue par l'arrêté Préfectoral du 22/05/2012 n'est pas respectée. Par ailleurs, lors de la visite du site, il a été constaté l'absence d'entretien du bassin étanche "eaux propres" de 300 m ³ affecté à la déchetterie qui ne permet pas une pleine capacité d'utilisation compte tenu de la présence importante de végétation et de terre.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : contrôle des effluents pollués ou susceptible d'être pollués

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/05/2012, article 4.8.3
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Ces effluents sont collectés et renvoyés prioritairement en tête du processus de compostage des déchets verts. L'excédent d'effluents est dirigé, après passage dans un débourbeur-déshuileur, vers un bassin tampon étanche « eaux souillées » d'une capacité minimale de 650 m ³ . Ce bassin est maintenu en temps normal à un niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les eaux du bassin sont ensuite dirigées vers le réseau eaux usées communal, avec contrôle de leur qualité.
Constats : Les effluents susceptibles d'être pollués (zone de maturation notamment) sont dirigés vers un bassin tampon étanche "eaux souillées" d'une capacité de 650 m ³ via un débourbeur/déshuileur. Les eaux du bassin "eaux souillées" sont ensuite dirigées vers le réseau communal "eaux usées".
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : capacité de stockage des eaux incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/05/2012, article 4.8.4
Thème(s) : Risques accidentels
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les bassins tampons « eaux propres » et « eaux souillées » disposent respectivement, et en permanence, d'une capacité minimale de stockage des eaux déversées en cas d'accident ou d'incendie de 480 m ³ et 240 m ³ . L'exploitant doit à tout moment pouvoir justifier de ces capacités de stockage.
Constats : Il n'a pu être démontré, lors de l'inspection, que les bassins tampons étanches "Eaux propres" et "Eaux souillées" disposent respectivement, et en permanence, d'une capacité minimale de stockage des eaux déversées en cas d'accident ou d'incendie de 480 m ³ et 240 m ³ .
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : fréquence des analyses des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/05/2012, article 4.11.2 modifié par l'arrêté préfectoral n° 2022/DRIEAT/UD77/110 du 19 septembre 2022
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le contrôle de la qualité des eaux rejetées au milieu naturel est effectué trimestriellement par un organisme agréé et par autosurveillance mensuelle pour le DCO, Azote total, Phosphore total. Le contrôle de la qualité des eaux rejetées au réseau eaux usées communal est effectué semestriellement.
Constats : <u>Eaux pluviales non polluées acheminées vers le milieu naturel :</u> L'exploitant a transmis, via GIDAF, les contrôles trimestriels de la <u>qualité des eaux non polluées</u> rejetées au milieu naturel au titre de l'année 2022. Mais, l'autosurveillance mensuelle n'a pas été transmise à l'inspection des installations classées pour le DCO, l'Azote total, et le Phosphore total (surveillance imposée par l'AP de 2022). L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que des analyses ont été réalisées depuis octobre 2022 sur les eaux non polluées rejetées dans le milieu naturel. Aucune analyse n'est transmise dans GIDAF depuis octobre 2022. <u>Eaux susceptibles d'être polluées :</u> Le contrôle de la qualité des eaux rejetées au réseau eaux usées communal doit être effectué semestriellement depuis l'arrêté préfectoral AP n° 2022/DRIEAT/UD77/110 du 19 septembre 2022. Le dernier contrôle des rejets, effectué le 19 janvier 2022, démontre la conformité des eaux rejetées. Toutefois, les résultats des analyses des eaux susceptibles d'être souillées réalisés en 2022 n'ont pas été transmis sur l'application GIDAF. Par ailleurs, aucune nouvelle analyse des eaux susceptible d'être souillées n'a été transmise depuis le 19 janvier 2022. L'exploitant ne respecte pas des analyses des "Eaux susceptibles d'être souillées" tous les 6 mois et les résultats des analyses ne sont pas transmises dans GIDAF. A la date de la rédaction du présent rapport, la société GENERIS a transmis, via l'application GIDAF, les analyses des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées réalisées en 2022 (janvier, avril, juillet et octobre).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : procédure d'admission des déchets ménagers et assimilés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/05/2012, article 6.1.2
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant définit, dans une procédure écrite, les modalités d'admission et de contrôle à la réception des déchets. Cette procédure est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter une procédure écrite mentionnant les modalités d'admission et de contrôle à la réception des déchets ménagers et assimilés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : conformité des rejets au milieu naturel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/05/2012, article 4.10.1
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter, pour tout rejet d'effluent au milieu naturel, les caractéristiques et les valeurs limites en concentrations;
Constats : Les valeurs seuils sont respectées sur les dernières analyses réalisées sur les eaux rejetées dans le milieu naturel et dans le réseau communal des eaux usées. L'inspection a rappelé à l'exploitant que tout dépassement de seuil doit être expliqué dans l'application GIDAF. Cette explication n'a pas été fournie pour des dépassements relevés (pH, MES et DBO5) sur les eaux rejetées dans le milieu naturel en avril 2022. Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que les dépassements étaient dus à un manque de précipitations.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Conformité des rejets au réseau eaux usées communal

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/05/2012, article 4.10.2
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les rejets d'eaux résiduaires doivent respecter les valeurs limites de concentrations de l'arrêté préfectoral n° 12 DCSE IC 44 du 22 mai 2012.
Constats : Les valeurs seuils sont respectées sur les dernières analyses réalisées le 19 janvier 2022 sur les eaux rejetées dans le réseau communal des eaux usées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : contrôle des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/05/2012, article 7.5
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant fait réaliser, dans un délai de 6 mois après mise en service des installations puis tous les 3 ans, et à ses frais, une mesure des niveaux d'émissions sonores par une personne ou un organisme qualifié.
Constats : Les dernières mesures des niveaux sonores ont été effectuées le 15 et 16 mars 2022, en quatre points de mesure en limite de propriété. Le rapport de résultat de ces mesures indique que l'installation est conforme.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Contrôle des systèmes de détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/05/2012, article 8.6
Thème(s) : Risques accidentels
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les zones de dangers sont équipées de systèmes de détection automatique d'un incendie dont les niveaux de sensibilité dépendent de la nature de la prévention des risques à assurer. L'exploitant détermine les fonctionnalités de ces systèmes en référence à un plan de détection et d'information immédiate du personnel de l'établissement sur la nature et l'extension des dangers encourus. L'exploitant dresse la liste des détecteurs et leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité. L'exploitant doit pouvoir justifier auprès de l'inspection des installations classées de l'exécution de ces opérations.
Constats : L'exploitant a mis à la disposition de l'inspection des installations classées le plan référençant la disposition des différents détecteurs aux fonctionnalités différentes. Le contrôle de ces détecteurs est réalisé deux fois par an lors du contrôle de la centrale incendie. Le dernier contrôle a été réalisé le 29 septembre 2022. Un suivi approprié des détecteurs défaillants a été constaté lors de l'inspection (devis, bon de commande).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/05/2012, article 8.7
Thème(s) : Risques accidentels
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'ensemble de l'installation électrique est conçu de façon à résister aux contraintes mécaniques dangereuses, à l'action des poussières inertes inflammables, et à celle des agents corrosifs, soit par un degré de résistance suffisant, soit par un lieu d'installation les protégeant de ces risques. Un contrôle est effectué au minimum une fois par an par un organisme agréé qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport de contrôle. L'exploitant remédie à toute déficience relevée dans les délais les plus brefs. La traçabilité de ces actions correctives est assurée par l'exploitant et est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Le rapport de vérification des installations électriques du 16 mai 2022 indique un nombre important de récurrences dans le relevé des non-conformités constatées. La levée des non-conformités mentionnées dans le rapport n'a pas pu être justifiée. Enfin, ce rapport conclut que l'installation électrique peut entraîner " <u>des risques d'incendie et d'explosion</u> ". L'exploitant est tenu de lever l'ensemble des non-conformités dans les plus brefs délais. Les justificatifs doivent être transmis à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 13 : Equipe de première intervention - consignes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/05/2012, article 8.16.2
Thème(s) : Risques accidentels, Risques accidentels
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant établit un plan de lutte contre un sinistre, comportant notamment les modalités d'alerte, la constitution et la formation d'une équipe de première intervention, les modalités d'évacuation, les modalités de lutte contre chaque type de sinistre et les modalités d'accueil des services d'intervention extérieurs. Dès qu'un foyer d'incendie est repéré, il est immédiatement et efficacement combattu. Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant en aura communiqué un exemplaire. Le personnel est régulièrement entraîné à l'application de ces consignes.
Constats : L'ensemble du personnel suit une formation de première intervention. Le personnel est régulièrement entraîné à l'application des fiches réflexe (consignes).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : vérification des dispositifs incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/05/2012, article 8.16.5
Thème(s) : Risques accidentels
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état et font l'objet de contrôles périodiques (au moins annuellement) par des organismes agréés, en application de la réglementation en vigueur. L'exploitant tient à jour un plan d'implantation des moyens de défense contre l'incendie. L'exploitant s'assure de la disponibilité opérationnelle permanente de l'alimentation en eau incendie.</p> <p>3 hydrants (ou poteaux) incendie sont implantés chacun à proximité de l'unité de compostage de déchets verts, de la station de transfert et de la déchèterie. Le débit et la pression mesurés individuellement, voire en simultané, sur chaque hydrant ne doivent pas être inférieurs à 60 m³/h sous 1 bar pour les hydrants DN 100.</p> <p>Constats : Le rapport de vérification des moyens incendie du 13 mai 2022 indique des non-conformités dont le suivi a été effectué. A ce titre, il a pu être consulté le bon de commande pour le remplacement d'un extincteur défectueux.</p> <p>La vérification des 3 hydrants a été réalisée en 2022. La pression mesurée individuellement, et en simultanée, sur chaque hydrant, est supérieure à 60 m³/h.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : contrôle et suivi du procédé de compostage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/05/2012, article 11.5
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un cahier de suivi par lot sur lequel il reporte toutes informations utiles concernant la conduite de la fermentation et l'évolution biologique du compostage et permettant de faire le lien entre les matières entrantes et les matières sortantes après compostage, et en particulier : mesures de température, rapport C/N (carbone/azote), humidité, dates des retournements ou périodes d'aération et des arrosages éventuels des andains.</p> <p>La durée du compostage doit être indiquée pour chaque lot. Ces documents de suivi sont régulièrement mis à jour et archivés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées pendant une durée minimale de 10 ans en cas de retour au sol des composts.</p> <p>Constats : L'exploitant tient à jour, informatiquement, le suivi par lots ; fichiers informatiques sur lesquels il reporte toutes informations utiles concernant la conduite de la fermentation et l'évolution biologique du compostage.</p> <p>La durée du compostage est indiquée pour chaque lot. Ces informations ont été tenues à la disposition des installations classées durant l'inspection.</p> <p>Environ cinq fois par an, les matières sortantes après compostage sont analysées : mesures de température, rapport C/N (carbone/azote), humidité....</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : odeurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/05/2012, article 11.8 modifié par l'arrêté préfectoral n° 2022/DRIEAT/UD77/110 du 19 septembre 2022
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant fait procéder par un organisme agréé à une <u>mesure semestrielle</u> des concentrations en H2S, NH3 et poussières des gaz rejetés à l'atmosphère.</p> <p>Les résultats de ces contrôles sont transmis à l'inspection des installations classées dans le mois qui suit leur réception à l'inspection des installations classées, accompagnés des commentaires nécessaires et des éventuelles améliorations devant être apportées pour améliorer le rendement de P installation d'épuration susvisée.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant procède ensuite tous les trois ans (ou à la demande de l'inspection des installations classées) à une mise à jour de la liste et de la caractérisation des principales sources odorantes (continues ou discontinues) de l'unité de compostage de déchets verts afin de déterminer le débit d'odeurs global de l'établissement.</p> <p>En cas d'évolutions notables du débit d'odeurs global généré, ou du milieu environnant (urbanisation, etc) de l'unité de compostage de déchets verts, ou du procédé de compostage desdits déchets, ou à la demande de l'inspection des installations classées, l'exploitant procède à une mise à jour de l'étude de dispersion atmosphérique initiale du dossier de demande d'autorisation afin de vérifier que l'installation respecte l'objectif de qualité de l'air mentionné à l'article 26 de l'arrêté ministériel du 22 avril 2008.</p> <p>Les résultats de ces mises à jour sont transmises dès réception à l'inspection des installations classées, accompagnés des commentaires nécessaires et des éventuelles améliorations devant être apportées à l'unité de compostage ou à ses modalités d'exploitation afin d'atteindre l'objectif précité.</p> <p>Constats : Le rapport de vérification des rejets canalisés de juillet 2022 montre la conformité des rejets en (H2S) et (NH3) aux valeurs seuils de l'arrêté préfectoral n° 12 DCSE IC 14 044 du 22 mai 2012 modifiées par l'arrêté préfectoral n° 2022/DRIEAT/UD77/110 du 19 septembre 2022.</p> <p>Toutefois, il n'a pu être démontré, lors de l'inspection, que de nouvelles analyses ont été réalisées en janvier 2023 de manière à respecter la périodicité semestrielle des mesures.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant n'a pas procédé depuis moins de trois ans à une mise à jour de la liste et de la caractérisation des principales sources odorantes de l'unité de compostage de déchets verts afin de déterminer le débit d'odeurs global de l'établissement.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 17 : dispositions mise en place contre les gaz odorants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/05/2012, article 5.5
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.
Constats : Lors de l'inspection, il a été constaté que les portes du hangar de compostage sont ouvertes en permanence alors qu'aucune livraison de déchets verts n'a lieu. L'exploitant a expliqué que ceci est dû à un problème de câblages de la porte. Aussi, l'inspection a demandé à l'exploitant que la réparation intervienne au plus vite afin de prévenir toute émission susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 15 jours

N° 18 : analyses des eaux souterraines et des sols

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/09/2022, article 6
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La surveillance de l'état des eaux souterraines et des sols est effectuée sur les points référencés dans le rapport de base, ou, en cas d'impossibilité technique, dans des points dont la représentativité est équivalente. Les prélèvements et analyses sont réalisés, au minimum tous les 5 ans pour les eaux souterraines et tous les 10 ans pour les sols. Un rapport contenant les résultats des relevés et des mesures prescrits ci-dessus est transmis à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois suivant l'obtention des résultats. Le rapport est commenté.
Constats : Suite à la parution de la directive IED, l'exploitant a été invité par courrier préfectoral du 3 décembre 2013 à transmettre conformément à l'article R. 515-82 du Code de l'environnement un dossier de mise en conformité accompagné d'un rapport de base (dans le cas où les installations sont soumises à l'obligation de fournir un rapport de base). Par courrier du 06 janvier 2014, l'exploitant a indiqué qu'il n'est pas soumis à l'obligation de réaliser un rapport de base vu que les activités du site de Réau n'implique pas l'utilisation, la production ou le rejet de substances ou de mélanges dangereux pertinents mentionnés à l'article 3 du règlement (CE) n° 1272/2008 du 16 avril 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges. Par courrier du 08 avril 2014, l'inspection des installations classées a confirmé à l'exploitant que la fourniture d'un rapport de base n'était pas nécessaire. Par ailleurs, suite à la révision du document de référence relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) relatif au secteur des déchets (WT) du 10 août 2018, par courrier du 10 octobre 2018, l'exploitant a été invité à transmettre un rapport de base, en application de l'article L. 515.30 du Code de l'environnement, décrivant l'état du site lors du premier réexamen.

Aussi, dans le cadre du dossier de réexamen la société GENERIS a transmis un rapport de base dans lequel il est réalisé uniquement un état des sols.

Le rapport conclut qu'au vu des résultats des analyses des sols, les activités de l'installation n'ont aucun impact sur les eaux souterraines. Il indique également qu'il n'y a pas de risque pour l'environnement en l'absence de l'utilisation, la production ou le rejet de substances ou de mélanges dangereux pertinents par les activités exercées sur le site par la société GENERIS.

A l'issue de l'instruction du dossier de réexamen, l'inspection des installations classées a transmis à l'exploitant un projet d'arrêté préfectoral actualisant les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 22/05/2012 et imposant la surveillance de l'état des sols et des eaux souterraines. L'exploitant disposait de 15 jours pour transmettre ses observations sur le projet d'arrêté précité. Aucune observation n'a été transmise par l'exploitant.

Par courriel du 03 mars 2023, faisant suite à l'inspection du 28 février, l'exploitant a sollicité la suppression de l'obligation de la surveillance des sols et des eaux souterraines étant donné l'absence de pollution de sol et dans la mesure où le rapport de base conclut que, « en l'absence d'intérêt environnemental, un suivi de la qualité des eaux souterraines n'a pas d'intérêt et que dans ce cadre il ne peut lui être imposé la surveillance des eaux souterraines ».

Au vu de ce qui précède l'inspection des installations classées considère que la demande formulée par l'exploitant est recevable et propose que l'article 6 de l'arrêté préfectoral du 19/09/2022 qui impose la surveillance des sols et des eaux souterraines soit abrogé.

L'inspection des installations classées proposera à la société GENERIS un projet d'arrêté préfectoral complémentaire visant à abroger l'article 6 de l'arrêté préfectoral du 19/09/2022.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 15 jours